

RETOUR SUR LE CONCEPT DE BLOC SOCIAL EN ÉCONOMIE POLITIQUE

Bruno Amable

Université de Genève

Stefano Palombarini

Université Paris 8

Cet article traite de la notion de « bloc social » dans la littérature d'économie politique, souvent associée à Gramsci. Cette notion est large et polysémique. Elle peut entraîner des malentendus car Gramsci utilisait le concept de manière variée, rendant difficile de trouver une définition unique. Nous proposons de définir le « bloc social » dans le cadre de l'« économie politique néoréaliste » afin d'analyser différents types de domination et de crise, en le distinguant du « bloc historique » de Gramsci.

Mots clés : blocs social, domination, Gramsci, conflit, économie politique.

La notion de « bloc » ou de « bloc social » est de plus en plus présente dans la littérature d'économie politique¹, et la référence à Gramsci accompagne le plus souvent ces usages. La lecture de cette littérature et des commentaires qui s'y rattachent indique toutefois que la notion recouvre un espace conceptuel relativement large et que les ambiguïtés associées à son usage peuvent être à la source de malentendus et de contre-sens. La référence à Gramsci est elle-même une source potentielle de difficultés si on prend en compte le fait que le théoricien italien, préoccupé avant tout par l'action politique, a fait un usage varié de la notion de bloc, une caractéristique qui se retrouve dans la plupart des concepts qu'il a mobilisés. Cela rend probablement illusoire la tentative de trouver chez Gramsci la « véritable » signification

1. Voir par exemple May, Nölke et Schedelik (2024).

du concept de bloc, et cela plaide en revanche pour l'élaboration d'une définition de bloc social adaptée à l'objet que l'on se donne pour but d'analyser.

Dans le cadre d'une approche que nous avons nommée « économie politique néoréaliste » (Amable et Palombarini, 2005, 2024), la notion de bloc social est mobilisée dans de nombreux travaux individuels ou communs². Le présent article se donne pour tâche de revenir sur le concept de bloc social tel que nous le définissons, soulignant en quoi il diffère de celui de bloc historique de Gramsci, et de voir de quelle façon il sert à spécifier différents types de domination et de crise.

Après avoir présenté notre définition d'un bloc social et expliqué que notre approche se fonde sur une différenciation de trois dimensions de la domination, nous revenons sur la notion de bloc chez Gramsci pour pointer les différences et similitudes. Nous discutons des différents types de crise associés à notre définition de la domination et concluons en demandant à quoi correspondrait un bloc historique dans l'approche néoréaliste.

1. Le bloc social dans l'économie politique néoréaliste

Nous appelons « bloc social » un ensemble de groupes sociopolitiques unifiés par une stratégie politique et apportant un soutien à cette stratégie dans l'objectif d'accession ou de maintien au pouvoir. Une stratégie politique propose un programme de mise en œuvre de politiques publiques impliquant notamment des décisions de politique économique (budget, etc.) et des initiatives législatives ou réglementaires, et se donne pour objectif une certaine configuration des institutions économiques ou politiques, menant à une stabilité institutionnelle ou à des réformes structurelles. Un groupe sociopolitique réunit des agents qui expriment le même type d'attentes vis-à-vis de l'action publique, et son soutien à la stratégie politique considérée dépend du degré de satisfaction de ses attentes.

Comme cela est exposé en détail dans Amable et Palombarini (2024, chap. 2), le soutien peut prendre différentes formes, il ne se limite pas au vote mais implique toutes les actions susceptibles de favoriser la mise en œuvre de la stratégie politique choisie ou de contrecarrer les stratégies politiques concurrentes : vote, actions de

2. De Palombarini (2001) et Amable (2003) à Amable et Palombarini (2024).

masse, soutien financier, expertise, influence, violence, etc. La nature des actions comme leur efficacité dépend de l'identité des groupes sociopolitiques et de leur place dans la structure sociale, déterminant le type de ressources, matérielles ou autres, dont ils disposent.

Un bloc social est ainsi en principe hétérogène : c'est le cas lorsque plusieurs groupes considèrent que leurs attentes, qui peuvent différer plus ou moins fortement, sont suffisamment prises en compte par une certaine stratégie politique. Un bloc social est hiérarchisé, car le soutien de certains groupes, quelle que soit sa forme, est en général plus important pour la réussite de la stratégie politique que celui d'autres groupes, reflétant les inégalités de puissance politique entre les groupes sociaux, qui découlent des différences de positions dans la structure sociale. Les attentes principales des groupes centraux dans le bloc social constitueront alors le cœur du projet politique fédérateur. Les attentes des groupes périphériques seront en revanche satisfaites à un degré qui peut varier en fonction de la situation politico-économique.

Un bloc social est dit *dominant* s'il est en mesure de valider politiquement la stratégie qui lui correspond, c'est-à-dire quand le soutien du bloc assure la victoire politique de cette stratégie. Les conditions dans lesquelles la validation se produit dépendent des institutions politiques. Dans un système dit « démocratique », les résultats électoraux participent à la répartition du pouvoir, ce qui a des conséquences pour les stratégies des acteurs politiques qui souhaitent conserver le pouvoir ou y parvenir. La satisfaction des attentes minimales d'une partie suffisamment large de l'électorat guide alors en grande partie la définition de l'action politique. Les différences dans les institutions politiques de ces systèmes (majoritaire, proportionnel, fédéral, centralisé, etc.) se traduisent en autant d'opportunités et de contraintes pour la recherche du soutien électoral. À l'inverse, dans un système dictatorial ou autocratique qui ne prévoit pas d'échéance électorale pour sanctionner le pouvoir en place, le maintien au pouvoir est davantage lié à un autre type de soutien, impliquant notamment, mais pas uniquement, le concours des organisations spécialisées dans la violence et la répression. Ces derniers éléments sont à l'évidence aussi présents dans les systèmes dits « démocratiques ».

Notre concept de bloc social correspond ainsi à la dimension la plus directement politique du conflit social, celle qui porte, dans un contexte idéologique et institutionnel donné, sur les liens entre les

attentes sociales et la détermination des décisions prises par le pouvoir politique. Mais le conflit social, qui est ancré dans la diversité des positions engendrées par l'organisation économique et productive, ne se résume pas à cette seule dimension : il concerne aussi l'affrontement entre les paradigmes idéologiques qui orientent la vision du rôle de l'État et les conceptions de l'action publique considérée majoritairement comme faisable, réaliste, légitime, efficace, envisageable ou désirable, et qui donc conditionnent la formation des attentes. La configuration même des groupes sociopolitiques, qui sont définis à partir des attentes partagées par leurs membres, est ainsi conditionnée par les rapports de force idéologiques. Le conflit porte aussi sur les institutions sociales, c'est-à-dire les règles qui, à différents niveaux, organisent le fonctionnement de la structure sociale d'ensemble, et qui sont seulement en partie sous le contrôle des décideurs publics, représentant des compromis (institutionnalisés) passés. Il est possible de prendre telle ou telle mesure politique tout en restant dans le cadre d'un compromis passé, par exemple en modifiant le taux de cotisation d'un système de retraite par répartition ou en décidant de modifier ou pas le taux horaire du SMIC. Supprimer le SMIC ou passer d'un système de retraite par répartition à un système par capitalisation constitue en revanche une remise en cause d'un compromis passé, ce qui implique la réouverture d'un conflit social précédemment neutralisé par les institutions concernées.

Les dimensions dans lesquelles s'articule le conflit social (idéologique, institutionnelle, « politique » au sens le plus strict du terme) évoluent en se conditionnant réciproquement, mais selon des logiques et des temporalités qui leur sont spécifiques. Ainsi, notre notion de bloc social dominant (BSD) correspond à une certaine configuration des rapports de force politiques, qui déterminent la capacité d'orienter l'action des décideurs politiques. Cependant, des groupes qui font partie du BSD, c'est-à-dire des groupes qui soutiennent la stratégie politique au pouvoir parce qu'ils estiment, chacun pour des raisons qui leur sont propres, que certaines de leurs principales attentes sont suffisamment prises en compte, peuvent se considérer comme pénalisés par l'architecture institutionnelle existante et avoir précisément des attentes de changement institutionnel qui peuvent être, au moins en partie, prises en compte dans la stratégie politique dominante. Ces groupes se trouvent alors dans une position dominée dans la dimension institutionnelle du conflit. Tout ou partie des attentes de ces groupes peuvent aussi être disqualifiées comme illégitimes, irréalistes

ou contraires à « l'intérêt général » par le paradigme idéologique dominant. On serait dans ce cas en présence de groupes politiquement dominants mais en position de faiblesse dans la dimension idéologique du conflit.

Pour éviter tout malentendu sur notre approche, plusieurs points doivent être soulignés.

a) Il faut faire la différence entre les groupes sociaux que l'on peut identifier à partir de la position objective occupée par leurs membres dans la structure économique et productive, et les groupes sociopolitiques définis à partir des attentes qu'ils portent sur l'action publique et le devenir social. Ainsi, la composition sociologique d'un groupe sociopolitique est en règle générale hétérogène. La partition en groupes sociopolitiques n'est pas le reflet *immédiat* d'une certaine organisation productive, car elle dépend pour partie d'un processus de traduction qui va de la position objective occupée dans la structure aux attentes qui concernent l'action publique, traduction conditionnée par la « vision du monde » intégrée par les agents, elle-même reliée à l'architecture institutionnelle existante.

b) Un bloc social n'est pas un bloc électoral. Le bloc social est défini par un projet politique, un bloc électoral ne l'est pas nécessairement. On peut, pour illustrer ce point, prendre l'exemple du modèle de l'électeur médian, où le choix politique gagnant correspond aux préférences d'une infime minorité mais recueille les suffrages d'une majorité. Pour gagner l'élection, il n'est besoin d'aucun compromis politique entre attentes hétérogènes. Plus généralement, les exemples historiques abondent de victoires électorales éphémères car obtenues en raison de promesses disparates³ : si le soutien électoral de certains groupes ne s'accompagne pas d'une véritable intégration de leurs demandes dans la stratégie politique, le pouvoir repose sur des bases fragiles. La notion de bloc social suppose en revanche un projet politique qui fonctionne comme un véritable compromis entre les attentes exprimées par plusieurs groupes sociaux, au sens où ces groupes se reconnaissent dans un même projet pour des raisons différentes.

3. Pratiquement toutes les dernières élections présidentielles françaises sont une illustration de ce phénomène : Mitterrand élu en 1981 sur un programme de gauche applique une politique de « rigueur » qui fait perdre les élections au Parti socialiste cinq ans plus tard ; Chirac élu en 1995 sur la promesse de résorber la fracture sociale est contraint à la cohabitation deux ans plus tard. L'exemple le plus flagrant est celui de François Hollande, élu en 2012 et n'osant même pas se représenter en 2017 (voir Amable, 2021).

c) La stratégie politique mise en œuvre par les acteurs politiques n'est pas réductible à la compétition électorale. Le soutien électoral n'est que l'une des dimensions du soutien politique et, comme nous l'avons souligné, son poids varie en fonction des contextes institutionnels et historiques. À titre d'exemple, l'action d'un gouvernement élu peut être immédiatement délégitimée par une contre-offensive médiatique et idéologique ; et un pouvoir politique très affaibli et même perdant sur le plan électoral peut prolonger son action en s'appuyant soit sur une construction institutionnelle qui l'avantage (comme c'est le cas du Président Macron depuis les législatives 2024), soit directement sur le contrôle de l'appareil répressif (coup d'État). Les façons de prendre ou d'exercer le pouvoir et de s'y maintenir peuvent ainsi être très diverses, dépendant du type de puissance politique dont disposent les groupes sociaux centraux du bloc que la stratégie politique cherche à agréger : action idéologique, médiatique, blocages économiques ou institutionnels, violence physique, etc.

d) L'identité des acteurs politiques dépend aussi du contexte historico-institutionnel. Parmi ces acteurs il faut à l'évidence compter les partis politiques, au moins dans les sociétés démocratiques, mais d'autres protagonistes du conflit politique peuvent jouer un rôle important : administration, armée, etc.

2. Les différentes dimensions de la domination sociale dans notre approche (politique, idéologique, institutionnelle)

Un conflit social qui s'articule sur des dimensions reliées mais qui diffèrent en raison de la temporalité de leur évolution, de la logique qui la gouverne et des protagonistes du conflit, implique que les rapports de domination qui caractérisent le conflit varient à leur tour d'une dimension à l'autre.

Ainsi la *domination politique* se définit-elle par l'appartenance ou non au BSD. Cette appartenance se manifeste par le soutien au pouvoir qui, comme nous l'avons souligné, peut prendre des formes multiples et qui est conditionné à la satisfaction des attentes des groupes composant le bloc.

La *domination institutionnelle* est en quelque sorte l'effet retardé de la domination politique. Les institutions correspondent à des compromis politiques qui sont acceptés et intériorisés par les agents comme autant de règles, qui peuvent être inscrites dans des textes de

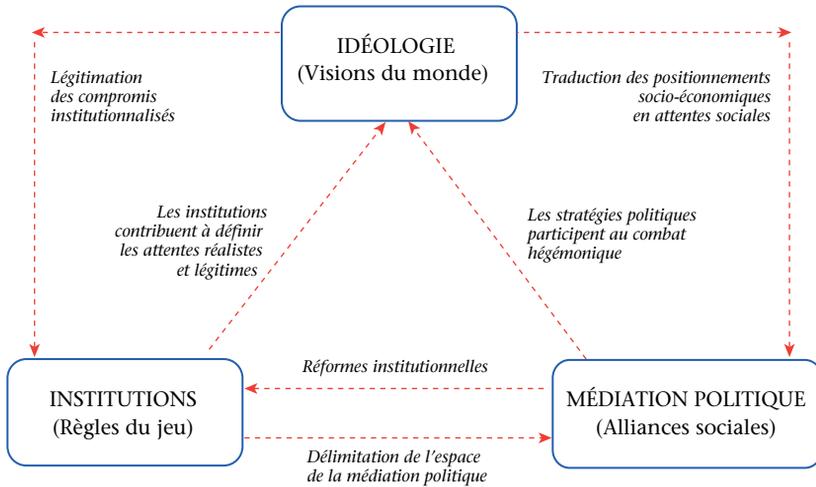
différents niveaux (constitution, loi, règlement, etc.). Le changement d'une institution implique de rendre de nouveau explicite la nature arbitraire d'un compromis auparavant intégré comme une règle du jeu, et donc la réouverture d'un conflit social. La domination institutionnelle correspond à la protection que les institutions existantes offrent aux intérêts de certains groupes au détriment d'autres.

La *domination idéologique* est en lien avec l'existence d'un paradigme en position de force, qui valide certaines attentes comme réalistes, légitimes, conformes à la morale, etc., et en disqualifie d'autres. Les rapports de force idéologiques se répercutent aussi sur la perception des institutions comme correspondant ou pas à l'efficacité économique, à la justice sociale, à l'intérêt général, etc.

Il faut noter que l'aspect idéologique n'est pas une simple « lutte des idées ». L'acceptation d'un horizon politique passe aussi par les pratiques politiques. La domination idéologique du néolibéralisme n'a pas reposé que sur l'action purement intellectuelle ou de propagande menée par des organisations telles que la Société du Mont-Pèlerin ou des intellectuels comme Hayek ou Friedman. Le fait que les politiques d'inspiration néolibérale aient été appliquées par des gouvernements de gauche a renforcé la domination idéologique du néolibéralisme au moins autant que toute la production intellectuelle expliquant qu'il n'y a pas d'alternative. Un gouvernement de gauche arrivé au pouvoir sur un programme alternatif, qui y renonce pour mettre en œuvre des politiques qu'il avait jusque-là dénoncées et combattues, fait la démonstration en pratique que l'alternative n'existe pas. Le message envoyé à sa base sociale est que cela ne sert à rien d'exprimer des attentes de changement plus ou moins radical de politique économique puisque même les forces politiques qui sont supposées mettre en œuvre ce changement y renoncent.

Les trois dimensions (politique, institutionnelle et idéologique) du conflit social (schéma 1) évoluent conjointement, la dynamique de chacune se répercutant sur les deux autres, mais selon une temporalité qui leur est propre et en répondant à une logique qui diffère d'une dimension à l'autre : le soutien engendré par les différentes stratégies pour la dimension politique, la possibilité d'inscrire certains compromis dans des règles sociales pour les institutions, la capacité de traduire un paradigme dans le « sens commun » pour l'idéologie.

Shéma 1. Les trois dimensions de la domination



Source : Amable et Palombarini (2024), figure 5.2.

3. Gramsci : bloc historique et crises

Il est courant de rattacher la notion de bloc social à une influence gramscienne. Dans notre cas, ce n'est que partiellement vrai et le rapprochement avec les diverses notions de bloc que l'on trouve chez Gramsci est plus complexe qu'il n'y paraît.

Gramsci fait référence à différents types de blocs. Douet (2018) rappelle que l'on trouve dans l'œuvre du philosophe italien des expressions comme « bloc social », « bloc national », « bloc intellectuel », « bloc urbain » et « bloc rural », « bloc mécanique de groupes sociaux », « bloc industriel-productif », « bloc libéral de droite et du centre », « bloc de toutes les forces de droite », etc. La notion centrale dans l'œuvre de Gramsci est celle de « bloc historique », que l'on peut définir comme l'unité dialectique de la structure économique et de la superstructure politico-idéologique. La notion de bloc historique concerne ainsi pour Gramsci les rapports entre forces matérielles et idéologie, des rapports qui comme on le sait n'ont pour lui rien de déterministe, ou encore les liens entre théorie et pratique. Il ne faut donc pas confondre bloc historique et bloc social. Le bloc historique correspond à une configuration provisoirement stable des rapports sociaux, engendrée par la capacité hégémonique d'une classe sociale⁴ en mesure de ressouder autour d'elle l'ensemble de la société à la fois

dans son « contenu économique-social » et dans sa « forme éthico-politique », une situation qui reste cependant caractérisée par la conflictualité : le bloc historique est pour Gramsci toujours traversé par des forces en conflit, dont l'une est dominante et en maintient l'unité (Douet, 2018).

Comme le montre Douet (2018, p. 251), Gramsci ne définit pas le bloc historique « comme l'unité de différents acteurs ou sujets collectifs qui feraient "bloc", ni comme la "base sociale" d'un mode de production ou d'un régime d'accumulation, d'un type d'État ou d'un régime politique, et encore moins comme la base électorale d'une coalition partidaire ». Il s'agit en revanche d'une articulation spécifique des rapports de détermination réciproque entre structure et « superstructures complexes », expression d'une hégémonie particulière. Le bloc historique correspond alors à un équilibre dans les rapports de force qui dépasse la configuration politique correspondant à l'existence d'un BSD. Il s'agit d'une configuration particulière de stabilisation du conflit social dans ses différentes dimensions. L'exemple canonique de bloc historique donné par Gramsci est celui issu de la Révolution française, et l'hégémonie bourgeoise paradigmatique est l'hégémonie jacobine⁵. Cette hégémonie bourgeoise a pu satisfaire certains intérêts des classes populaires en éliminant notamment les restes du féodalisme, en effectuant une répartition plus acceptable des terres, en introduisant le suffrage universel. « Ces phénomènes se sont accompagnés d'une "réforme intellectuelle et morale" » (Douet, 2018, p. 310). Douet (2018) précise aussi que Gramsci voit dans la mobilisation des masses en un « peuple-nation » le principal ressort de l'hégémonie jacobine. On voit ainsi que les trois dimensions mentionnées précédemment sont associées à l'hégémonie selon Gramsci.

Quand Gramsci (1975, p. 1612, Quaderno 13, § 23)⁶ se donne pour objectif un bloc historique « nouveau, homogène, sans contradictions internes », il ne pense guère à une alliance sociale spécifique ni à la disparition d'une conflictualité indépassable, mais à l'hégémonie possible de la classe ouvrière qui se déploierait de façon cohérente (c'est cela, « sans contradictions ») dans les différentes dimensions de l'organisation sociale. Une stratégie d'alliance, qui n'exclut pas l'usage

4. Douet (2018, p. 459) : « La persistance d'un bloc historique correspond à une stabilité relative des rapports de force, garantie par l'hégémonie d'un groupe social donné. »

5. Voir aussi Douet (2023).

6. Toutes les citations de Gramsci (1975) sont notre traduction.

de la coercition et correspond, elle, à un bloc social, est cependant indispensable dans cette perspective. Ainsi par exemple, dans ses notes sur la « question méridionale », Gramsci écrit en 1926 que « le prolétariat peut devenir la classe dirigeante et dominante dans la mesure où il parviendra à créer un système d'alliances de classes qui lui permettra de mobiliser contre le capitalisme et contre l'État bourgeois la majorité de la population laborieuse, ce qui, dans le cas de l'Italie, compte tenu des rapports réels qui existent entre les classes, revient à dire dans la mesure où elle réussira à obtenir l'assentiment des larges masses paysannes ».

Il est essentiel de souligner que pour Gramsci, l'existence d'un bloc historique, à savoir d'une unité (dialectique) entre « structure » et « superstructures », expression d'une hégémonie complète, est loin d'être la règle dans une organisation sociale. Au contraire, dans sa vision théorique, l'état ordinaire d'un système social est marqué par l'absence de syntonie entre la dynamique de la « structure » et celle des « superstructures complexes ». L'idée d'une crise toujours potentiellement présente est ainsi centrale. Le même postulat se trouve au centre de la théorie de la régulation, la crise, c'est-à-dire l'absence de cohérence des formes institutionnelles est le point de départ, la régulation est au contraire une construction. La crise peut, pour utiliser les mots de Fabio Frosini (2010, p. 35), être éventuellement *désactivée* par les médiations sociales, culturelles et politiques : « Gramsci vient repenser complètement la relation entre l'histoire et la crise, entre la structure et la conjoncture, faisant de l'histoire non la prémisse d'une crise, qui serait l'explosion d'une série de contradictions accumulées dans le temps plat du "développement", mais la stratégie réussie de sa "désactivation". La crise devient la condition permanente de l'histoire, qui perd son caractère de processus par stades et unitaire [...], pour devenir l'imbriication complexe et toujours spécifique des rapports de forces disposés, entrelacés et opposés [...] aux niveaux national et international. »

Comme cela a été noté (Maltese, 2012, p. 2), la vision gramscienne de la crise est aussi celle de la Théorie de la régulation : « Voilà qu'en Gramsci, nous trouvons une certaine concordance avec l'école française de régulation [...]. Cette école travaille sur une lecture du capitalisme dans la perspective toujours possible et actualisable de sa crise, hic et nunc échappée [...] en vertu de médiations sociales (politiques) réussies. »

Ainsi, selon Gramsci (1975, p. 1587, Quaderno 13, § 17), « on peut exclure que, par elles-mêmes, les crises économiques immédiates produisent des événements fondamentaux ; elles peuvent seulement

créer un terrain plus favorable à la diffusion de certains modes de pensée, de façons de définir et résoudre les questions qui conditionnent tout le développement à venir de la vie de l'État⁷ ». Mais des crises politiques peuvent toujours se produire comme conséquence de mutations qui affectent aussi bien la « structure » que les « superstructures complexes », et elles peuvent s'approfondir au point d'engendrer ce que Gramsci (1975, p. 1603, Quaderno 13, § 23) appelle une crise d'hégémonie ou crise organique : « [...] la crise d'hégémonie de la classe dirigeante [...] se produit soit parce que la classe dirigeante a failli dans l'une de grandes entreprises politiques pour laquelle elle a demandé ou imposé avec la force le soutien des grandes masses (comme la guerre), soit parce que des masses très importantes (notamment de paysans et de petits bourgeois intellectuels) sont passées d'un coup de la passivité politique à une certaine activité et avancent des revendications qui dans leur incohérence constituent une révolution. On parle de "crise d'autorité" et cela est justement une crise d'hégémonie, ou crise de l'État dans son ensemble⁸. »

L'influence de Gramsci se retrouve en partie dans la Théorie de la régulation, en particulier chez Alain Lipietz (1988), mais avec un glissement problématique de la notion de « bloc historique » à celle de « bloc hégémonique ». Lipietz (*ibid.*, p. 3) définit un bloc social comme un « système stable de rapports de domination, d'alliances, et de concessions entre différents groupes sociaux (dominants et subordonnés) », et considère qu'un bloc devient hégémonique « quand il fait reconnaître son dispositif comme conforme à l'intérêt de la nation tout entière ». Il précise que dans un bloc hégémonique, « la fraction de la nation dont les intérêts ne sont pas du tout pris en compte doit être très minoritaire » : dans sa perspective, l'hégémonie d'un bloc se traduit par sa capacité à prendre en compte l'ensemble des intérêts sociaux, même si ce n'est pas au même degré et, de ce fait, à faire disparaître du paysage tout bloc alternatif.

7. « Si può escludere che, di per se stesse, le crisi economiche immediate producano eventi fondamentali; solo possono creare un terreno più favorevole alla diffusione di certi modi di pensare, di impostare e risolvere le questioni che coinvolgono tutto l'ulteriore sviluppo della vita statale » (Gramsci, 1975, Quaderno 13 (XXX), § 17).

8. « [...] la crisi di egemonia della classe dirigente, che avviene o perché la classe dirigente ha fallito in qualche sua grande impresa politica per cui ha domandato o imposto con la forza il consenso delle grandi masse (come la guerra) o perché vaste masse (specialmente di contadini e di piccoli borghesi intellettuali) sono passati di colpo dalla passività politica a una certa attività e pongono rivendicazioni che nel loro complesso disorganico costituiscono una rivoluzione. Se parla di "crisi di autorità" e ciò appunto è la crisi di egemonia, o crisi dello Stato nel suo complesso » (Gramsci, 1975, Quaderno 13 (XXX), § 23).

La configuration hégémonique est étendue par Lipietz (*ibid.*, p. 4) au domaine économique de la façon suivante : « Pour autant que les intérêts, dont la prise en compte constitue l'enjeu du consensus sur lequel se construit et se reproduit le bloc hégémonique, sont des intérêts économiques », il se dessine une cohérence entre le bloc hégémonique, le régime d'accumulation (un « mode de transformation conjointe et compatible des normes de production, de distribution, et d'usage »), et le mode de régulation (« l'ensemble des normes, incorporées ou explicites, des institutions, qui ajustent en permanence les anticipations et les comportements individuels à la logique d'ensemble du régime d'accumulation »). À cela s'ajoute un « paradigme sociétal » qui est un « mode de structuration des identités et des intérêts légitimement défendables au sein de l'Univers des discours et des représentations politiques ». On retrouve la même idée chez May, Nölke et Schedelik (2024) qui assimilent le « bloc social hégémonique » à la « situation rare » où les « dynamiques de la structure et de la superstructure » fonctionnent étroitement ensemble, avec un degré de congruence très élevé. Ils en concluent que, dans un contexte socioéconomique donné, il ne peut y avoir qu'un seul « bloc social hégémonique ».

De notre point de vue, ces analyses confondent dans leur notion de « bloc hégémonique » deux concepts différents : le *bloc historique* tel que défini par Gramsci, qui correspond à une cohérence entre, d'une part, les rapports de force caractérisant la structure économique-productive et les « superstructures complexes » et, d'autre part, les intérêts d'une certaine classe sociale ; et le *bloc social* comme alliance entre groupes sociaux. Une certaine configuration de la structure sociale peut correspondre à la présence d'un bloc historique, dont l'existence, comme nous l'avons souligné et comme l'estime aussi Gramsci, est loin d'être garantie. Mais par définition, il ne peut pas y avoir coexistence entre plusieurs blocs historiques. Il n'en va pas de même pour les blocs sociaux : au contraire, la concurrence entre des projets politiques différents, qui fonctionnent comme autant de médiations entre les attentes sociales en présence, et qui correspondent ainsi chacun à un certain bloc social, est l'une des caractéristiques constantes du conflit social.

Parmi ces alliances sociales, l'une peut s'affirmer durablement en raison du soutien qu'elle est en mesure d'apporter au projet politique qui la fonde : on sera alors en présence d'un BSD. Mais d'une part, un bloc social réunit des groupes aux intérêts différents, et d'autre part

rien n'assure que les rapports de force politiques qui aboutissent à la présence (éventuelle) d'un BSD correspondent aux rapports de force qui caractérisent les dimensions idéologique et institutionnelle du conflit social. Des groupes politiquement dominants, c'est-à-dire inclus dans le BSD, peuvent être porteurs d'attentes que le paradigme prévalant dans la dimension idéologique disqualifie, ou se considérer comme pénalisés par l'architecture institutionnelle existante.

L'approche de Lipietz (1988), tout comme celle de May, Nölke et Schedelik (2024), en termes de bloc hégémonique réduit ainsi considérablement la variété des configurations historiques qu'une économie politique se doit d'analyser. En rabattant la notion gramscienne de bloc historique sur celle de bloc social, une approche en termes de « bloc hégémonique » se condamne à limiter fortement les cas empiriques qu'elle est en mesure d'analyser. Le bloc hégémonique correspond en effet à une situation dans laquelle le BSD aurait trois caractéristiques différentes, toutes empiriquement exceptionnelles : il serait puissant au point d'effacer du conflit politique toute autre hypothèse de médiation, et donc tout autre bloc social ; les groupes qui en sont au cœur seraient en position dominante non seulement dans la dimension politique du conflit social, mais aussi dans les dimensions idéologique et institutionnelle ; et il correspondrait à une stratégie politique en mesure de prendre en considération, à quelques exceptions marginales près, les attentes de l'ensemble des groupes sociaux en présence.

4. Les différents types de crise dans l'économie politique néoréaliste⁹

L'économie politique néoréaliste propose un cadre théorique qui enrichit les possibilités d'analyse bien au-delà de la simple opposition binaire entre la stabilité correspondant à la présence d'un bloc hégémonique et une situation de crise. Nous considérons que la domination sociale s'articule sur des dimensions différentes : les affrontements qui marquent chaque dimension répondent à des facteurs qui leur sont propres, mais évoluent en se conditionnant réciproquement. Cela permet de caractériser précisément les différents types de crise qui peuvent affecter certaines dimensions de la structure sociale, et qui sont *éventuellement* susceptibles de se transmettre d'une dimension à l'autre.

9. La définition des différents types de crise et l'analyse des effets de contagion possibles sont développées dans le chapitre 5 d'Amable et Palombarini (2024), repris en partie dans ce paragraphe.

La dynamique économique, et plus généralement sociale, ne se déroule pas comme une reproduction à l'identique des structures. Elle implique des modifications dans les techniques utilisées, dans les ressources mobilisées, dans les compétences valorisées, qui entraînent des conséquences sur les positions respectives des agents dans la structure sociale et sur la puissance politique des groupes sociaux, quels que soient les supports de cette puissance. Ces changements sont de nature à conduire à une modification des rapports de force politiques, au point de provoquer la rupture ou l'affaiblissement du BSD. D'autre part, les agents dont le poids politique augmente peuvent être amenés à remettre en question certains compromis institutionnalisés qui sont l'expression d'équilibres sociopolitiques ayant résulté d'une configuration idéologique et de rapports de force politiques passés.

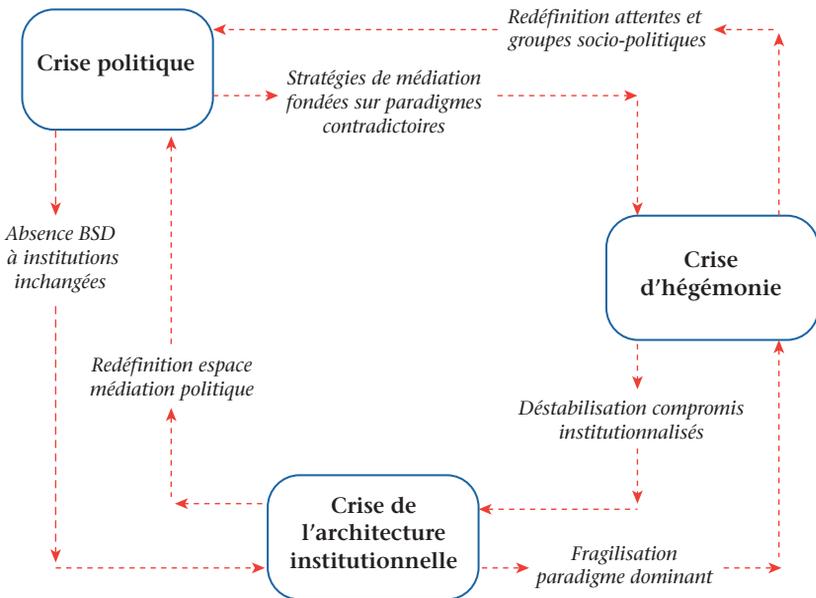
De même, la lutte pour imposer un certain paradigme idéologique comme cadre qui oriente les attentes des groupes sociaux, si elle répond à une logique et à une temporalité qui lui sont propres, est conditionnée par les rapports de force qui s'établissent dans la dimension de la médiation politique et dans celle des institutions sociales. Ainsi, un paradigme idéologique est renforcé lorsqu'il correspond à une définition des attentes sociales compatible avec la stabilité d'un BSD, et s'il n'est pas en contradiction avec le contenu des règles inscrites dans les institutions sociales. L'hypothèse, empiriquement probable, d'une homologie défailante entre les rapports de force qui caractérisent les différentes dimensions du conflit social, ouvre la possibilité de scénarios différents : une redéfinition de l'architecture institutionnelle dans la direction dictée par l'idéologie dominante, s'il existe un BSD suffisamment puissant pour la porter ; une crise politique, si la configuration des attentes correspondant à la situation hégémonique est incompatible avec le renouveau du BSD ; une crise de l'architecture institutionnelle, si la crise politique ne trouve pas de solution sans une remise en cause profonde des compromis institutionnalisés ; ou encore une crise d'hégémonie, qui devient fort probable si l'idéologie dominante se révèle incompatible avec la constitution d'un BSD.

Les enchaînements éventuels entre les différents types de crise (crise politique, crise de l'architecture institutionnelle, crise d'hégémonie) peuvent suivre des parcours très variés. Les participants au conflit dans chacune de ces dimensions – politique au sens stricte, institutionnelle, idéologique – ne sont pas les mêmes, et les déterminants de l'évolution varient d'une dimension à l'autre. Ces évolutions définissent un ensemble d'influences réciproques qui font qu'il n'y a pas de succes-

sion mécanique des crises, où la déstabilisation dans une dimension commanderait de manière univoque la suite des événements dans les autres dimensions ; mais il existe toujours la *possibilité* d'un effet de contagion qui multiplierait les situations critiques.

Une crise d'hégémonie engendrée par une crise politique peut en retour l'aggraver, en rendant plus difficile la reconstitution d'un BSD, tout comme une crise d'hégémonie consécutive à une crise de la structure institutionnelle peut faire obstacle à l'institutionnalisation de nouveaux compromis, etc. Une crise qui se manifeste d'abord sur le plan des institutions peut se répercuter ensuite sur les stratégies de médiation politique et sur la situation hégémonique. Ainsi, c'est seulement l'analyse concrète d'une trajectoire historique déterminée qui permet d'identifier la possibilité de la diffusion d'une situation critique dans une dimension du conflit social aux autres dimensions, le type d'enchaînement entre les différentes crises et l'existence d'éventuels effets de rétroaction, selon les mécanismes résumés dans le schéma 2, *susceptibles d'être à l'œuvre dans une dynamique sociale.*

Schéma 2. D'une crise à l'autre, interactions et rétroactions



Source : Amable et Palombarini (2024).

5. À quoi correspondrait un bloc historique dans notre approche ?

Nous pouvons articuler notre approche du conflit social avec la notion gramscienne de bloc historique, et montrer en quoi elle est différente de celle de bloc social dominant.

Pour Gramsci, on l'a vu, un bloc historique correspond à l'unité, c'est-à-dire à la cohérence entre les rapports de domination qui caractérisent la « structure économique » et les « superstructures complexes », unité construite autour des intérêts de classe et forcément « dialectique », car les différents niveaux d'un système social évoluent en se conditionnant mutuellement. En matérialiste, Gramsci considère les rapports économiques en premier, comme des déterminants fondamentaux des rapports de force politiques et idéologiques. Cependant, il ne s'agit pas d'une détermination stricte, les différentes configurations historiques laissant une marge d'autonomie aux combats d'ordre politique et hégémonique ; et le résultat de ces combats rétroagit sur l'organisation productive et économique, à savoir sur celle que Gramsci appelle « la structure ».

De même, nous considérons que le conflit social est ancré dans la diversité des positions déterminée par la « structure » économique et productive. Ce conflit s'exprime concrètement dans des affrontements d'ordre politique, idéologique et institutionnel, chacune de ces dimensions du conflit étant gouvernée par une logique et une temporalité qui lui sont propres, ce qui aboutit à des rapports de domination qui varient d'une dimension à l'autre ; mais comme les différentes dimensions du conflit évoluent en se conditionnant réciproquement, et qu'elles répondent toutes à la même différenciation *objective* des positions occupées par les agents dans la structure économique et productive, on peut au moins théoriquement envisager la possibilité d'une homologie entre les rapports de force qui les caractérisent.

Dans une telle situation, l'architecture institutionnelle d'ensemble serait conforme aux intérêts des groupes qui composent le BSD, à savoir de l'alliance sociale qui oriente les politiques publiques, et plus précisément aux intérêts des groupes qui sont au cœur du BSD ; et ces groupes partageraient une vision du monde en mesure de conditionner aussi les attentes des groupes politiquement dominés. Une concordance de ce type entre les rapports de force qui caractérisent les différentes dimensions du conflit social aurait d'une part forcément des répercussions sur l'organisation économique et productive, et ne serait

d'autre part concevable que si l'organisation économique et productive la rend possible : « l'unité dialectique » entre « structure » et « superstructures complexes » serait donc établie, et les groupes dominants (ou, pour Gramsci, la classe dominante) *dans toutes les dimensions*, « structurelle » et « superstructurelles », seraient au cœur d'un bloc historique.

Pour Gramsci, le bloc historique n'implique pas le dépassement du conflit social, mais seulement sa régulation pour ainsi dire complète et cohérente. Mais pour lui comme pour nous, une situation de ce type doit être considérée comme exceptionnelle, la règle dans le conflit social étant le décalage entre l'évolution de ses différentes dimensions, ce qui donne la priorité logique, dans l'approche de Gramsci comme dans celle de la Théorie de la régulation et dans la nôtre, à la crise, ou plus précisément *aux crises*, et qui au passage rend envisageable pour Gramsci la défaite du bloc historique de la bourgeoisie par une action politique et culturelle visant la construction d'un nouveau bloc historique autour de la classe ouvrière.

Notre concept de BSD, qui concerne seulement l'une des dimensions du conflit, celle directement politique, permet d'analyser des situations bien plus variées que celles correspondant à la présence d'un bloc historique. Comme nous l'avons souligné, on peut tout à fait envisager l'existence d'un BSD qui ne se reconnaîtrait pas dans les institutions existantes, qu'il aurait alors tendance à réformer avec des chances de succès qui dépendent de la configuration historique spécifique, tout comme celle d'un bloc dominant contesté car porteur d'une vision du monde dominée sur le plan du conflit idéologique.

Références

- Amable B., 2003, *The Diversity of Modern Capitalism*, Oxford, Oxford University Press.
- Amable B., 2021, *La résistible ascension du néolibéralisme. Modernisation capitaliste et crise politique en France (1980-2020)*, Paris, La Découverte.
- Amable B. et S. Palombarini, 2005, *L'économie politique n'est pas une science morale*, Paris, Raisons d'agir.
- Amable B. et S. Palombarini, 2024, *Blocs sociaux et domination. Pour une économie politique néoréaliste*, Paris, Raisons d'agir.

- Douet Y., 2018, *Saisir l'histoire. Conception de l'histoire et périodisation chez Antonio Gramsci*, thèse de doctorat en philosophie, Paris, Université Paris Nanterre.
- Douet Y., 2023, *L'hégémonie et la révolution. Gramsci penseur politique*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Frosini F., 2010, *La religione dell'uomo moderno. Politica e verità nei Quaderni del carcere*, Rome, Carocci, 2010.
- Gramsci A., 1926, « Quelques thèmes de la question méridionale », octobre, https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1926/10/gramsci_19261000.htm
- Gramsci A., 1975, *Quaderni del Carcere*, Turin, Einaudi, 4 vol. [cet ouvrage est un recueil de l'intégralité des textes et notes écrits en prison par Gramsci entre 1929 et 1935].
- Lipietz A., 1988, « Gouverner l'économie face aux défis internationaux : du développementisme nationaliste à la crise nationale », *Couverture orange Cepremap*, n° 8815.
- Maltese P., 2012, « Per una fenomenologia delle crisi organiche. Dalla rivoluzione passiva fordista al comunismo del capitale », *working paper*, Università di Palermo.
- May C., A. Nölke et M. Schedelik, 2024, « Growth models and social blocs: Taking Gramsci seriously », *Competition & Change*, 8 février, <https://doi.org/10.1177/10245294241231992>
- Palombarini S., 2001, *La rupture du compromis social italien. Un essai de macroéconomie politique*, Paris, Éditions du CNRS.